



Contre les expulsions et la banalisation du racisme : dans la rue le 16 novembre.

Une très préoccupante banalisation de la parole raciste se développe, notamment parmi les ténors de la droite, du « pain au chocolat » de Copé aux promesses d'Estrosi de « *mater* » les gens du voyage, en passant par l'affirmation du maire UDI de Cholet que « *Hitler n'en a peut-être pas tué assez* ». En témoigne également l'accueil à Angers de Christiane Taubira par un rassemblement de la « *Manif pour tous* », où des enfants tendaient une banane aux cris de « *La guenon, viens prendre ta banane* », qui a suscité une réprobation bien tardive et étrangement mesurée.

Cette banalisation doit aussi beaucoup à l'action et aux discours de Valls et de Hollande, même s'ils sont de nature différente. Lorsqu'un ministre de l'intérieur, devant les prévisions démographiques en Europe, assène que la remise en cause du regroupement familial n'est « *pas une question taboue* » ou qu'il décrète que les Roms dans leur grande majorité ne sont pas intégrables, il encourage la parole raciste. Lorsqu'un président de la République, dans un discours visant à justifier l'expulsion des élèves Khatchik et Léonarda avec sa famille, assène que « *sans respect de la loi, il n'y a pas de politique de l'immigration, il n'y a pas de politique de la sécurité* », il commet une double faute. D'une part, il ajoute sa pierre à l'amalgame immigration-insécurité. D'autre part, il feint d'oublier que la loi qu'il entend faire respecter avec fermeté, c'est l'arsenal des lois anti-immigrés héritées de Sarkozy et Guéant et restées intactes.

La loi doit changer pour régulariser les travailleurs, les jeunes en formation et leurs familles. C'est une question de justice sociale et de droits fondamentaux. La jeunesse lycéenne a montré la voie des mobilisations. **La Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture s'associe à l'appel unitaire à faire du samedi 16 novembre une journée nationale de manifestations dans toute la France pour la régularisation des sans-papiers scolarisés et de leurs familles, pour le retour des élèves expulsés et pour que la loi change.**

Montreuil, le 8 novembre 2013



**FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

263, rue de Paris - case 544 - 93515 - Montreuil cedex - Tél. 01 55 82 76 12 - Fax 01 49 88 07 43
Internet : www.ferc.cgt.fr - E-mail : ferc@cgt.fr